

Communiqué de presse/Elargissement UE-Turquie

La Turquie progresse, la Commission prend acte, le Conseil doit soutenir

jeudi 18 novembre 2010, par [Hélène Flautre](#)

Commentant la publication du rapport annuel de la Commission européenne sur la candidature d'Ankara, et après les réformes constitutionnelles adoptées par référendum le mois dernier, Hélène FLAUTRE, Présidente de la délégation UE-Turquie a estimé que :

"Le rapport de la Commission européenne quant aux progrès réalisés par la Turquie sur le chemin vers l'adhésion est un exercice utile et nécessaire que je salue.

J'adjoins ma voix à celle de la Commission européenne pour saluer les réformes démocratiques et l'adoption du paquet constitutionnel tout en demandant au gouvernement turc de désormais transformer l'essai dans leur mise en œuvre. Il doit en effet faire la preuve de sa capacité à créer du consensus dans le processus d'élaboration d'une nouvelle constitution, à même de résoudre la question kurde dans toutes ses composantes.

Je m'inquiète d'une utilisation extensive de la législation anti-terroriste qui conduit à de graves violations des droits de l'Homme. En aucun cas, des revendications sociales, environnementales, politiques ou culturelles ne doivent être criminalisées à ce titre. La liberté d'expression et plus particulièrement celle de la presse s'en trouve d'ailleurs fortement affectée. C'est pourquoi, l'ouverture des chapitres « affaires judiciaires et droits fondamentaux » et « justice, liberté et sécurité » devient indispensable.

Nonobstant le rapport de progrès, la question de l'avenir des négociations en cours entre l'UE et la Turquie est posée. Le respect des critères de Copenhague est un pré requis certes nécessaire mais insuffisant au regard de l'enlisement des négociations dus aux blocages opposés par la France, l'Allemagne ou encore Chypre.

En effet, quand bien même l'évaluation de la Commission serait excellente à tout point de vue, elle ne pallierait pas le manque de volontarisme politique en Europe. Les paradoxes de la politique européenne à l'égard de la Turquie menacent aujourd'hui les efforts de démocratisation en Turquie comme les ambitions du projet européen. Il est désormais temps que le Conseil envisage l'adhésion de la Turquie sans hypocrisie et assume les conséquences pour l'UE de son inertie actuelle".

Sources

Source : Europeecologie.eu du 9 novembre 2010